Évaluation préliminaire pour trouver un site où établir un dépôt géologique en profondeur pour le combustible nucléaire irradié canadien

La Première nation d'English River, en Saskatchewan

CONSTATS DES ÉTUDES DE LA PHASE 1

APM-REP-06144-0041

NOVEMBRE 2013

Préface

Depuis mai 2010, la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN) travaille en collaboration avec des collectivités intéressées à la mise en œuvre de la Gestion adaptative progressive (GAP), le plan de gestion à long terme sûre du combustible nucléaire irradié canadien. À ce stade initial du processus pluriannuel de sélection d'un site, les travaux visent à explorer la possibilité pour les collectivités de répondre à certaines exigences de sûreté relatives à l'accueil d'un dépôt géologique en profondeur et d'un centre d'expertise, les éléments principaux du plan canadien.

Les constats résumés dans le présent document découlent d'études réalisées dans le cadre de la Phase 1 de l'Évaluation préliminaire, la phase initiale d'étude de l'Étape 3 du processus de sélection d'un site en neuf étapes. Ce document examine les résultats des études de bureau qui ont servi à explorer la possibilité de trouver un site apte à confiner et isoler de manière sûre et sécuritaire le combustible nucléaire irradié de la population et de l'environnement pendant la longue période de temps nécessaire. Il résume aussi les apprentissages tirés des travaux menés en collaboration avec la collectivité pour l'aider à mieux comprendre la GAP et pour explorer l'aptitude potentielle du projet à s'harmoniser avec la vision à long terme de la collectivité et à contribuer à son bien-être.

La Première nation d'English River (PNER) compte parmi 21 collectivités qui ont décidé d'explorer leur intérêt potentiel à accueillir ce projet d'infrastructure national. Les constats de la Phase 1 de son évaluation préliminaire ont pour but d'aider la PNER et la SGDN à déterminer de manière préliminaire l'aptitude de la collectivité à répondre aux exigences associées à l'accueil des installations de la GAP. Ces évaluations serviront aussi à la SGDN à déterminer quelles collectivités passeront à la prochaine phase des études plus détaillées.

La participation de la PNER au processus de la GAP s'est amorcée en mars 2010, lorsque le chef et le conseil ont approché la SGDN pour en savoir plus sur son programme. Cette demande est parvenue à la SGDN en réponse à une invitation ouverte aux collectivités et groupes à en apprendre davantage sur le plan canadien. Voici les faits saillants de la participation de la PNER au processus *En savoir plus*.

En septembre 2010, le chef et des représentants du conseil ont assisté à une séance d'information organisée à Toronto par la SGDN. Ils ont également visité l'installation de gestion de déchets de Pickering d'OPG pour en savoir davantage sur la façon dont le combustible nucléaire irradié est actuellement géré.

En septembre 2010, le processus de sélection d'un site étant officiellement lancé, le chef et le conseil de la PNER ont fait parvenir une lettre à la SGDN demandant la réalisation d'une évaluation initiale de présélection de l'aptitude potentielle de la collectivité à accueillir le projet. La SGDN a donné une présentation au chef et au conseil pour passer en revue la planification de l'évaluation de présélection et pour confirmer certains détails concernant les travaux qui seraient menés.

Au terme de l'évaluation de présélection, en mars 2011, la SGDN et le sous-traitant responsable des travaux ont présenté les constats de l'évaluation au conseil. Des copies du rapport final (version résumée et rapport détaillé) ont également été fournies. Les constats du rapport indiquaient que « l'examen des renseignements disponibles et l'application des cinq critères de présélection ne révèlent pas de conditions évidentes pouvant mener à l'exclusion du canton de la Première nation d'English River des étapes subséquentes du processus de sélection d'un site. »

À l'invitation du chef et du conseil, la SGDN a organisé une journée portes ouvertes à Patuanak en mars 2011 pour faire part des résultats de l'évaluation de présélection et transmettre des informations sur le projet et sur le processus de sélection d'un site. Parmi les particuliers et les groupes qui ont rencontré la SGDN lors de cette journée portes ouvertes, on compte les membres et le personnel du conseil de bande, des étudiants, des aînés et des citoyens.

La PNER a activement cherché les occasions d'apprendre et de s'informer plus avant sur le projet et sur la gestion des déchets nucléaires en général. Pour donner aux membres de la collectivité accès aux informations sur le projet et sur le processus de sélection d'un site, le conseil a demandé à la SGDN d'installer des kiosques d'information sur le projet de la GAP autour de la collectivité.

Pour éclairer sa réflexion sur le projet de la GAP, la PNER a aussi entrepris de définir la vision d'avenir de la collectivité. L'exercice a débuté à l'automne 2012, le but étant d'étoffer plus avant l'énoncé de mission que s'était donné antérieurement la collectivité.

En avril 2011, des représentants de la collectivité se sont aussi réunis avec des représentants de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) dans le bureaux de l'organisme, à Ottawa, pour en connaître davantage sur le cadre et la supervision réglementaires entourant le projet de la GAP et pour rencontrer des experts spécialisés dans des domaines particuliers et leur poser des questions. En juin 2011, une petite délégation de membres de la collectivité a assisté au congrès de la Fédération canadienne des municipalités pour entendre des représentants de collectivités suédoises qui participaient à un processus de sélection d'un site semblable. En septembre 2011, des représentants de la PNER ont assisté au congrès de la Société nucléaire canadienne à Toronto pour approfondir le sujet auprès d'un large éventail de spécialistes et les entendre directement parler des progrès, des problèmes et des défis associés aux méthodes de gestion des déchets nucléaires utilisées au Canada et à l'étranger. Les coûts engagés pour

participer à ces activités d'apprentissage ont été remboursés par la SGDN dans le cadre d'un programme de subvention offert aux collectivités intéressées.

En décembre 2011, le conseil a exprimé l'intention d'en apprendre davantage sur les Évaluations préliminaires, l'étape suivante du processus de sélection d'un site. En décembre 2011, en réponse à sa demande, la SGDN a donné au chef et au conseil une séance d'information pour expliquer comment se déroulerait l'évaluation préliminaire si la PNER décidait d'y participer.

Après avoir réfléchi à la question, le chef et le conseil ont adopté une résolution en janvier 2012 exprimant l'intention de continuer d'en apprendre davantage sur la GAP et de demander la réalisation des études de faisabilité de la première phase de l'évaluation préliminaire de l'Étape 3 du processus de sélection d'un site.

Pour faciliter l'apprentissage et le dialogue au sein de la collectivité, le conseil a établi un comité de liaison communautaire (CLC). Les membres du comité ont été choisis par le biais d'une combinaison entre un processus ouvert à tous et un processus sur invitation directe La réunion inaugurale du comité s'est tenue en juin 2012. Le conseil a confié au CLC le mandat de favoriser une participation ouverte et inclusive des membres de la collectivité aux activités d'apprentissage sur le projet et de contribuer à éclairer les études de la SGDN.

Au cours de la période qui a suivi, le conseil, le CLC et la SGDN se sont réunis pour examiner la planification de l'ensemble des études techniques et des études sur le bien-être de la collectivité associées à la Phase 1 du processus de sélection d'un site. Ils ont également examiné ensemble le programme de ressources offert à la collectivité pour soutenir les activités d'apprentissage et de réflexion sur son intérêt à accueillir le projet, les discussions locales ainsi que la participation de la collectivité aux activités d'évaluation de la SGDN. La collectivité a travaillé en étroite collaboration avec la SGDN à la planification des activités de dialogue et d'échange ainsi qu'à l'établissement des premiers contacts à ce sujet avec les collectivités et les peuples autochtones de la région environnante.

Pour assurer une participation tangible au processus d'évaluation, le CLC a tenu des réunions, a nommé une personne responsable de la coordination des projets du CLC, a établi son site Web et publié un bulletin d'information de la collectivité, a sollicité des présentations auprès de spécialistes de la SGDN sur des domaines qui intéressaient les membres du CLC et a aidé à organiser des événements portes ouvertes. Lors de ces événements portes ouvertes, les spécialistes de la SGDN se sont servi d'expositions interactives, de vidéos, de panneaux d'affichage et de documents imprimés pour expliquer divers aspects de la GAP et répondre aux questions du public sur le projet.

En collaboration, le chef, le conseil, le CLC et la SGDN ont mené un large éventail d'activités auprès de personnes et de groupes de la localité, tels que les aînés, les dirigeants politiques locaux, les premiers intervenants, les éducateurs, les professionnels de la santé, les chefs d'entreprise et les membres de groupes communautaires. La SGDN a aussi pris part à plusieurs activités communautaires, comme le festin communautaire, et a donné des présentations aux étudiants afin d'interagir plus étroitement avec les résidents de la localité et fournir des renseignements sur le projet. Des séances d'information et des entretiens ont été tenus auprès d'un éventail de leaders de la collectivité dans le cadre du processus d'étude.

Le CLC a visité une installation d'entreposage provisoire d'OPG à Pickering en décembre 2012 et a rencontré des représentants de la CCSN en mars 2013. En septembre 2012, une petite délégation de la collectivité a assisté à la Conférence internationale sur le stockage géologique pour se renseigner sur la façon dont d'autres pays ont décidé ou envisagent de mener leurs processus de sélection d'un site respectifs.

Le CLC a travaillé activement à obtenir la participation de la collectivité à l'établissement d'un profil de la collectivité et à la préparation d'un rapport d'évaluation sur le bien-être de la collectivité. Deux journées portes ouvertes ont été organisées pour faire état de la progression des études et de l'apprentissage et pour donner aux membres de la collectivité l'occasion de faire connaître leurs points de vue. Des journées portes ouvertes ont été tenues en 2012 pour engager des discussions avec les membres de la collectivité sur les travaux associés aux études de la Phase 1, ainsi que par la suite pour faire état des constats faits par le biais des études menées jusqu'alors.

Conscients de l'importance d'engager les collectivités et les peuples autochtones de la région environnante à discuter du projet, la PNER et la SGDN ont commencé à prendre contact de façon préliminaire avec des groupes et des particuliers à l'extérieur de la collectivité. Ces premiers contacts ont été établis avec des collectivités des Premières nations et des résidents métis locaux et divers groupes régionaux, notamment le conseil tribal de Meadow Lake et la Federation of Saskatchewan Indian Nations.

Le processus de sélection d'un site a pour objectif de choisir, au terme de plusieurs phases d'évaluations de plus en plus détaillées, un lieu unique d'accueil du dépôt géologique en profondeur de stockage du combustible nucléaire irradié canadien et du centre d'expertise associé. Le choix du site devra permettre d'assurer la sécurité de la population et de l'environnement et contribuer au bien-être de la région. Il faudra encore plusieurs années d'études et d'évaluations techniques, scientifiques et sociales et encore beaucoup de travail en dialogue avec les collectivités intéressées ainsi qu'avec les collectivités et les peuples autochtones de la région environnante avant qu'un site soit choisi.

Étant donné que 21 collectivités explorent avec la SGDN leur intérêt et leur aptitude à accueillir le projet de la GAP, le processus de sélection d'un site doit prévoir un moyen pour réduire progressivement le nombre de collectivités participantes en vue des études plus détaillées qui suivront. Par le biais d'études de plus en plus détaillées, les collectivités les plus susceptibles de répondre aux exigences particulières du projet seront sélectionnées pour faire l'objet d'études subséquentes.

Ce processus progressif de réflexion et de décision sera soutenu par une série d'évaluations et d'activités de dialogue qui permettront à la SGDN et aux collectivités de déterminer l'aptitude de chaque secteur envisagé et de décider où les travaux plus détaillés doivent être menés. Les collectivités peuvent mettre un terme à leur participation au moment de leur choix au cours du processus de sélection d'un site jusqu'à ce qu'une entente en bonne et due forme soit signée, sous réserve du respect de toutes les exigences réglementaires et de l'obtention des approbations réglementaires.